



11 novembre 2016

(16-6228)

Page: 1/9

Original: anglais

**UNION EUROPÉENNE – MÉTHODES D'AJUSTEMENT DES FRAIS ET  
CERTAINES MESURES ANTIDUMPING VISANT LES  
IMPORTATIONS EN PROVENANCE DE RUSSIE  
(DEUXIÈME PLAINTÉ)**

**DEMANDE D'ÉTABLISSEMENT D'UN GROUPE SPÉCIAL  
PRÉSENTÉE PAR LA FÉDÉRATION DE RUSSIE**

La communication ci-après, datée du 7 novembre 2016 et adressée par la délégation de la Fédération de Russie au Président de l'Organe de règlement des différends, est distribuée conformément à l'article 6:2 du Mémoire d'accord sur le règlement des différends.

Le 7 mai 2015, la Fédération de Russie a demandé l'ouverture de consultations avec l'Union européenne conformément aux articles 1<sup>er</sup> et 4 du *Mémoire d'accord sur les règles et procédures régissant le règlement des différends* ("Mémoire d'accord"), à l'article XXII:1 de l'*Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994* ("GATT de 1994") et à l'article 17.2 et 17.3 de l'*Accord sur la mise en œuvre de l'article VI de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994* ("Accord antidumping"), au sujet du Règlement (CE) n° 1225/2009 du Conseil du 30 novembre 2009 relatif à la défense contre les importations qui font l'objet d'un dumping de la part de pays non membres de la Communauté européenne<sup>1</sup>, en particulier l'article 2:3 et l'article 2:5 dudit règlement, de la méthode d'ajustement des frais utilisée par les autorités de l'Union européenne dans les procédures antidumping, ainsi que des mesures antidumping imposées sur les importations de nitrate d'ammonium et de certains tubes et tuyaux soudés, en fer ou en acier non allié, originaires de la Fédération de Russie (document WT/DS494/1, G/L/1115, G/ADP/D110/1, G/SCM/D107/1). La première série de consultations a eu lieu le 26 juin 2015.

Après la première série de consultations, la Fédération de Russie a identifié des aspects additionnels en ce qui concerne les mesures antidumping définitives imposées sur les importations de nitrate d'ammonium originaire de la Fédération de Russie et a demandé, le 29 mars 2016 l'ouverture de nouvelles consultations avec l'Union européenne conformément aux articles 1<sup>er</sup> et 4 du Mémoire d'accord, à l'article XXII:1 du GATT de 1994 et à l'article 17.2 et 17.3 de l'Accord

<sup>1</sup> J.O. L 343, 22 décembre 2009, page 51 (rectificatif publié au J.O. L 7 de 2010, page 22) codifiant le Règlement (CE) n° 384/96 du Conseil du 22 décembre 1995 relatif à la défense contre les importations qui font l'objet d'un dumping de la part de pays non membre de la Communauté européenne (J.O. L 56, 6 mars 1996, page 1) et ses modifications ultérieures, y compris, en particulier, le Règlement (CE) n° 2331/96 du Conseil (J.O. L 317, 6 décembre 1996, page 1); le Règlement (CE) n° 905/98 du Conseil (J.O. L 128, 30 avril 1998, page 18); le Règlement (CE) n° 2238/2000 du Conseil (J.O. L 257, 11 octobre 2000, page 2); le Règlement (CE) n° 1972/2002 du Conseil (J.O. L 305, 7 novembre 2002, page 1); le Règlement (CE) n° 461/2004 du Conseil (J.O. L 77, 13 mars 2004, page 12); et le Règlement (CE) n° 2117/2005 du Conseil (J.O. L 340, 23 décembre 2005, page 17) et le rectificatif au Règlement (CE) n° 1225/2009 du Conseil, J.O. L 7, 12 janvier 2010, page 22, tel qu'il a été modifié, y compris par le Règlement (UE) n° 765/2012 du Parlement européen et du Conseil du 13 juin 2012, J.O. L 237, 3 septembre 2012, page 1; le Règlement (UE) n° 1168/2012 du Parlement européen et du Conseil du 12 décembre 2012, J.O. L 344, 14 décembre 2012, page 1; et le Règlement (UE) n° 37/2014 du Parlement européen et du Conseil du 15 janvier 2014, J.O. L 18, 21 janvier 2014, page 1: codifié par le Règlement (UE) n° 2016/1036 du Parlement européen et du Conseil du 8 juin 2016 relatif à la défense contre les importations qui font l'objet d'un dumping de la part de pays non membres de l'Union européenne, J.O. L 176, 30 juin 2016, pages 21 à 54.

antidumping (document WT/DS494/1/Add.1, G/L/1115/Add.1, G/ADP/D110/1/Add.1, G/SCM/D107/1/Add.1).

La deuxième série de consultations a eu lieu le 19 mai 2016. Malheureusement, ces consultations n'ont pas permis de régler le différend.

Au vu de ce qui précède, les autorités de mon pays m'ont chargé de demander l'établissement d'un groupe spécial conformément aux articles 4:7 et 6 du Mémoire d'accord, à l'article XXIII du GATT de 1994 et à l'article 17.4 et 17.5 de l'Accord antidumping au sujet des mesures de l'Union européenne indiquées ci-après qui affectent les importations en provenance de la Fédération de Russie.

## **I. ALLÉGATIONS "EN TANT QUE TEL" CONCERNANT CERTAINS ASPECTS DE L'ARTICLE 2:3 ET DE L'ARTICLE 2:5 DU RÈGLEMENT DE BASE ET LA MÉTHODE D'AJUSTEMENT DES FRAIS**

### **A. PREMIER ALINÉA DE L'ARTICLE 2:3 DU RÈGLEMENT DE BASE**

Le premier alinéa de l'article 2:3 du Règlement de base dispose ce qui suit:

"Lorsqu'aucune vente du produit similaire n'a lieu au cours d'opérations commerciales normales ou lorsque ces ventes sont insuffisantes ou lorsque, du fait de la situation particulière du marché, de telles ventes ne permettent pas une comparaison valable, la valeur normale du produit similaire est calculée sur la base du coût de production dans le pays d'origine, majoré d'un montant raisonnable pour les frais de vente, les dépenses administratives et autres frais généraux et d'une marge bénéficiaire raisonnable ou sur la base des prix à l'exportation, pratiqués au cours d'opérations commerciales normales, vers un pays tiers approprié, *à condition que ces prix soient représentatifs*" (pas d'italique dans l'original).

La Fédération de Russie conteste la partie suivante du premier alinéa de l'article 2:3 du Règlement de base: "*à condition que ces prix soient représentatifs*".

Il apparaît que cette mesure est incompatible avec l'article 2.2 de l'Accord antidumping, car elle exige que, pour le calcul de la valeur normale du produit similaire, seuls les prix "représentatifs" soient appliqués aux deux autres méthodes de détermination de la valeur normale du produit similaire.

### **B. DEUXIÈME ALINÉA DE L'ARTICLE 2:3 DU RÈGLEMENT DE BASE**

Le deuxième alinéa de l'article 2:3 du Règlement de base dispose ce qui suit:

"Il peut être considéré qu'il existe *une situation particulière du marché pour le produit concerné* au sens de la phrase précédente, notamment *lorsque les prix sont artificiellement bas*, que l'activité de troc est importante ou qu'il existe des régimes de transformation non commerciaux" (pas d'italique dans l'original).

La Fédération de Russie conteste le deuxième alinéa de l'article 2:3 du Règlement de base dans la mesure où il dispose qu'"une situation particulière du marché pour le produit concerné" existe "*lorsque les prix sont artificiellement bas*", introduisant ainsi une circonstance additionnelle pour la détermination de la valeur normale par le biais d'autres méthodes.

Il apparaît que cette mesure est incompatible avec l'article 2.2 de l'Accord antidumping car elle élargit les motifs d'utilisation d'autres méthodes de détermination de la valeur normale alors qu'"une situation particulière du marché pour le produit concerné" est limitée uniquement à la situation décrite dans la deuxième disposition additionnelle relative au paragraphe 1 de l'article VI, qui figure dans l'Annexe I du GATT de 1994.

### **C. DEUXIÈME ALINÉA DE L'ARTICLE 2:5 DU RÈGLEMENT DE BASE**

Le deuxième alinéa de l'article 2:5 du Règlement de base dispose ce qui suit:

"Si les frais liés à la production et à la vente d'un produit faisant l'objet d'une enquête ne sont pas raisonnablement reflétés dans les registres de la partie concernée, ils sont ajustés ou déterminés sur la base des frais d'autres producteurs ou exportateurs du même pays, *ou, lorsque ces informations ne sont pas disponibles ou ne peuvent être utilisées, sur toute autre base raisonnable, y compris les informations émanant d'autres marchés représentatifs*" (pas d'italique dans l'original).

La Fédération de Russie conteste la partie suivante du deuxième alinéa de l'article 2:5 du Règlement de base: "ou, lorsque ces informations ne sont pas disponibles ou ne peuvent être utilisées, sur toute autre base raisonnable, y compris les informations émanant d'autres marchés représentatifs".

Il apparaît que cette mesure est incompatible avec l'article 2.2.1.1 et 2.2 de l'Accord antidumping car elle autorise l'autorité chargée de l'enquête de l'Union européenne à utiliser des frais autres que le "coût de production dans le pays d'origine" pour la construction de la valeur normale par suite de l'ajustement ou de la détermination des frais liés à la production et à la vente du produit considéré sans garantir que ces frais ajustés ou déterminés représentent le coût de production dans le pays d'origine.

#### **D. MÉTHODE D'AJUSTEMENT DES FRAIS**

La Fédération de Russie conteste la méthode d'ajustement des frais utilisée par les autorités de l'Union européenne dans les procédures antidumping, selon laquelle l'Union européenne:

- i) rejette les frais consignés dans les registres de l'exportateur ou du producteur faisant l'objet de l'enquête qui sont tenus conformément aux principes comptables généralement acceptés du pays exportateur et tiennent compte raisonnablement des frais associés à la production et à la vente du produit considéré au motif qu'ils ne tiennent pas compte raisonnablement des frais associés à la production et à la vente du produit considéré lorsque ces frais et/ou prix, en particulier les frais et/ou prix des intrants, sont considérés par les autorités de l'Union européenne comme "artificiellement ou anormalement bas" en raison de "distorsions" ou d'"entraves au marché" alléguées comme la réglementation des prix par les pouvoirs publics ou l'application de droits d'exportation dans le pays d'origine; et
- ii) remplace et/ou ajuste les données concernant ces frais consignés en utilisant les données concernant les frais obtenues d'autres sources, y compris ce qu'elle appelle les "marchés représentatifs", qui sont considérées comme n'étant pas affectées par ces "distorsions" ou "entraves au marché" sans garantir que ces frais ajustés ou déterminés représentent le coût de production dans le pays d'origine.

Il apparaît que la méthode d'ajustement des frais est incompatible avec:

- 1) L'article 2.2.1.1 de l'Accord antidumping car, en appliquant la méthode d'ajustement des frais, l'Union européenne rejette les frais consignés dans les registres de l'exportateur ou du producteur faisant l'objet de l'enquête qui sont tenus conformément aux principes comptables généralement acceptés du pays exportateur et tiennent compte raisonnablement des frais associés à la production et à la vente du produit considéré;
- 2) L'article 2.2 de l'Accord antidumping car en appliquant la méthode d'ajustement des frais pour la construction de la valeur normale, l'Union européenne utilise des frais autres que "le coût de production dans le pays d'origine";
- 3) L'article 2.2.1.1 de l'Accord antidumping car en appliquant la méthode d'ajustement des frais, l'Union européenne utilise des frais autres que les "frais associés à la production et à la vente du produit considéré" dont il est tenu compte raisonnablement dans les registres de l'exportateur ou du producteur faisant l'objet de l'enquête tenus conformément aux principes comptables généralement acceptés du pays exportateur.

## **II. ALLÉGATIONS CONCERNANT LE RÉEXAMEN À L'EXPIRATION ET LA DÉCISION RELATIVE À LA PROROGATION DES MESURES ANTIDUMPING IMPOSÉES PAR L'UNION EUROPÉENNE SUR LES IMPORTATIONS DE TUBES ET TUYAUX SOUDÉS ORIGINAIRES DE LA FÉDÉRATION DE RUSSIE**

Le 19 décembre 2008, l'Union européenne a imposé des mesures antidumping sur les importations de certains tubes et tuyaux soudés, en fer ou en acier non allié ("tubes et tuyaux soudés"), originaires de la Fédération de Russie.<sup>2</sup> Le 27 janvier 2015, à la suite du réexamen à l'expiration, l'Union européenne a prorogé ces mesures pour une période supplémentaire de cinq ans.<sup>3</sup>

La Fédération de Russie considère que la décision susmentionnée de proroger les mesures antidumping visant les tubes et tuyaux soudés à la suite du réexamen à l'expiration et l'enquête correspondante sont incompatibles avec les articles 2.2.1.1, 2.2.1 et 11.3 de l'Accord antidumping parce que l'Union européenne, en appliquant le critère des opérations commerciales normales dans le cadre de sa détermination de la valeur normale au cours du réexamen à l'expiration:

- 1) n'a pas calculé le coût de production des tubes et tuyaux soudés sur la base des registres du producteur faisant l'objet de l'enquête qui étaient tenus conformément aux principes comptables généralement acceptés du pays exportateur et tenaient compte raisonnablement des frais associés à la production et à la vente du produit considéré, en rejetant les prix du gaz effectivement payés;
- 2) a utilisé des frais autres que les "frais associés à la production et à la vente du produit considéré" dont il était tenu compte raisonnablement dans les registres de l'exportateur ou du producteur faisant l'objet de l'enquête tenus conformément aux principes comptables généralement acceptés du pays exportateur.

## **III. ALLÉGATIONS CONCERNANT LES MESURES ANTIDUMPING IMPOSÉES PAR L'UNION EUROPÉENNE SUR LES IMPORTATIONS DE NITRATE D'AMMONIUM EN PROVENANCE DE LA FÉDÉRATION DE RUSSIE ET LES ENQUÊTES CORRESPONDANTES**

### **A. MESURES EN CAUSE**

Le 24 septembre 2014, l'Union européenne a prorogé pour cinq années supplémentaires les mesures antidumping visant les importations de nitrate d'ammonium en provenance de la Fédération de Russie.<sup>4</sup>

Ces mesures antidumping ont été initialement imposées, ultérieurement réexaminées et sont actuellement perçues conformément aux instruments suivants:

---

<sup>2</sup> Règlement (CE) n° 1256/2008 du Conseil du 16 décembre 2008 instituant un droit antidumping définitif sur les importations de certains tubes et tuyaux soudés, en fer ou en acier non allié, originaires du Bélarus, de la République populaire de Chine et de Russie, suite à une procédure au titre de l'article 5 du Règlement (CE) n° 384/96, originaires de Thaïlande, suite à un réexamen au titre de l'expiration des mesures conformément à l'article 11, paragraphe 2, dudit règlement, originaires d'Ukraine, suite à un réexamen au titre de l'expiration des mesures conformément à l'article 11, paragraphe 2, et à un réexamen intermédiaire conformément à l'article 11, paragraphe 3, dudit règlement, et clôturant les procédures en ce qui concerne les importations de ces mêmes produits originaires de Bosnie-Herzégovine et de Turquie (J.O. L 343, 19 décembre 2008, pages 236 à 273).

<sup>3</sup> Règlement d'exécution (UE) 2015/110 de la Commission du 26 janvier 2015 instituant un droit antidumping définitif sur les importations de certains tubes et tuyaux soudés, en fer ou en acier non allié, originaires de Biélorussie, de la République populaire de Chine et de Russie et clôturant la procédure en ce qui concerne les importations de certains tubes et tuyaux soudés, en fer ou en acier non allié, originaires d'Ukraine à l'issue d'un réexamen au titre de l'expiration des mesures mené conformément à l'article 11, paragraphe 2, du Règlement (CE) n° 1225/2009 du Conseil (J.O. L 20, 27 janvier 2015, pages 6 à 30).

<sup>4</sup> Règlement d'exécution (UE) n° 999/2014 de la Commission du 23 septembre 2014 instaurant un droit antidumping définitif sur les importations de nitrate d'ammonium originaire de Russie à la suite d'un réexamen au titre de l'expiration des mesures effectué conformément à l'article 11, paragraphe 2, du Règlement (CE) n° 1225/2009 du Conseil (J.O. L 280, 24 septembre 2014, pages 19 à 51).

- 1) Règlement (CE) n° 2022/95 du Conseil du 16 août 1995 instituant un droit antidumping définitif sur les importations de nitrate d'ammonium originaire de Russie, J.O. L 198, 23 août 1995, pages 1 à 14;
- 2) Règlement (CE) n° 663/98 du Conseil du 23 mars 1998 modifiant le Règlement (CE) n° 2022/95 instituant un droit antidumping définitif sur les importations de nitrate d'ammonium originaire de Russie, J.O. L 93, 26 mars 1998, pages 1 à 7;
- 3) Règlement (CE) n° 658/2002 du Conseil du 15 avril 2002 instituant un droit antidumping définitif sur les importations de nitrate d'ammonium originaire de Russie, J.O. L 102, 18 avril 2002, pages 1 à 11;
- 4) Règlement (CE) n° 993/2004 du Conseil du 17 mai 2004 modifiant les Règlements (CE) n° 658/2002 instituant un droit antidumping définitif sur les importations de nitrate d'ammonium originaire de Russie et (CE) n° 132/2001 instituant un droit antidumping définitif et portant perception définitive du droit provisoire institué sur les importations de nitrate d'ammonium originaire de Pologne et d'Ukraine et clôturant la procédure antidumping à l'encontre des importations originaires de Lituanie, J.O. L 182, 19 mai 2004, pages 28 à 33;
- 5) Règlement (CE) n° 945/2005 du Conseil du 21 juin 2005 modifiant le Règlement (CE) n° 658/2002 instituant un droit antidumping définitif sur les importations de nitrate d'ammonium originaire de Russie et le Règlement (CE) n° 132/2001 instituant un droit antidumping définitif sur les importations de nitrate d'ammonium originaire, entre autres, d'Ukraine, à la suite d'un réexamen intermédiaire partiel au titre de l'article 11, paragraphe 3, du Règlement (CE) n° 384/96, J.O. L 160, 23 juin 2005, pages 1 à 9;
- 6) Règlement (CE) n° 236/2008 du Conseil du 10 mars 2008 clôturant le réexamen intermédiaire partiel du droit antidumping institué sur les importations de nitrate d'ammonium originaire de Russie, conformément à l'article 11, paragraphe 3, du Règlement (CE) n° 384/96, J.O. L 75, 18 mars 2008, pages 1 à 7;
- 7) Règlement (CE) n° 661/2008 du Conseil du 8 juillet 2008 instituant un droit antidumping définitif sur les importations de nitrate d'ammonium originaire de Russie à la suite d'un réexamen au titre de l'expiration des mesures conformément à l'article 11, paragraphe 2, et d'un réexamen intermédiaire partiel conformément à l'article 11, paragraphe 3, du Règlement (CE) n° 384/96, J.O. L 185, 12 juillet 2008, pages 1 à 34;
- 8) Règlement (CE) n° 989/2009 du Conseil du 19 octobre 2009 modifiant le Règlement (CE) n° 661/2008 instituant un droit antidumping définitif sur les importations de nitrate d'ammonium originaire de Russie, J.O. L 278, 23 octobre 2009, pages 1 et 2;
- 9) Décision de la Commission n° 2012/629/UE du 10 octobre 2012 modifiant la décision n° 2008/577/CE portant acceptation des engagements offerts dans le cadre de la procédure antidumping concernant les importations de nitrate d'ammonium originaire de Russie, J.O. L 277, 11 octobre 2012, pages 8 à 10;
- 10) Règlement d'exécution (UE) n° 999/2014 de la Commission du 23 septembre 2014 instaurant un droit antidumping définitif sur les importations de nitrate d'ammonium originaire de Russie à la suite d'un réexamen au titre de l'expiration des mesures effectué conformément à l'article 11, paragraphe 2, du Règlement (CE) n° 1225/2009 du Conseil, J.O. L 280, 24 septembre 2014, pages 19 à 51;
- 11) Arrêt du Tribunal de première instance du 10 septembre 2008, affaire T-348/05, JSC Kirovo-Chepetsky Khimichesky Kombinat contre Conseil de l'Union européenne, [2008] ERC II-159; et

- 12) Arrêt du Tribunal de première instance (quatrième chambre) du 9 juillet 2009, affaire T-348/05 INTP, JSC Kirovo-Chepetsky Khimichesky Kombinat contre Conseil de l'Union européenne, demande en interprétation de l'arrêt du Tribunal de première instance du 10 septembre 2008 dans l'affaire T-348/05, [2009] ERC II-00116.

## **B. FONDEMENT JURIDIQUE DE LA PLAINTÉ**

### **Allégations concernant le champ des mesures applicables**

- 1) L'Union européenne a violé les articles 1<sup>er</sup>, 2.1, 2.2, 2.4, 2.6, 3.1, 3.2, 3.4, 3.5, 4.1, 5.3, 5.4, 9.1, 9.3 et 18.1 de l'Accord antidumping et les articles I:1, II:1 a) et b), VI:1 et VI:2 du GATT de 1994 parce qu'elle a engagé un réexamen à l'expiration, a établi des déterminations de la probabilité que le dommage et le dumping se reproduiraient, a prorogé les mesures antidumping, a perçu et continue de percevoir des droits antidumping sur les importations de nitrate d'ammonium stabilisé, et de nitrate d'ammonium de qualité industrielle, pour lesquelles aucune enquête antidumping n'avait jamais été menée et pour lesquelles aucune détermination de l'existence d'un dumping et d'un dommage important n'avait jamais été faite.
- 2) L'Union européenne a violé les articles 5.3 et 11.3 de l'Accord antidumping en engageant le réexamen à l'expiration qui a abouti à l'adoption du Règlement n° 999/2014.
- 3) L'Union européenne a agi d'une manière contraire aux articles 1<sup>er</sup>, 2.1, 2.2, 2.4, 2.6, 3.1, 3.2, 3.4, 3.5, 4.1, 11.1, 11.3 et 18.1 de l'Accord antidumping en effectuant un seul réexamen à l'expiration en ce qui concerne des mesures antidumping ayant des champs d'application différents pour ce qui est des produits, en regroupant au sein de ce réexamen les déterminations de la probabilité que le dommage et le dumping se reproduiraient en ce qui concerne des produits visés par des mesures antidumping ayant des champs d'application différents et en prorogeant les mesures applicables à JSC Kirovo-Chepetsky Khimichesky Kombinat sur la base de déterminations de la probabilité d'un dommage et d'un dumping pour un produit autre que celui qui servait de base aux mesures antidumping appliquées aux produits de cette société.
- 4) L'Union européenne a agi d'une manière contraire aux articles 11.3, 2.6, 3.1, 3.2, 3.4, 4.1, 6.8 et aux paragraphes 3, 5 et 7 de l'Annexe II de l'Accord antidumping en établissant une détermination relative à la réapparition du dommage sur la base de données erronées et incomplètes communiquées par la branche de production de l'UE et en définissant de façon incorrecte la branche de production.

### **Allégations concernant l'établissement de la détermination de la probabilité que le dommage se reproduira**

- 5) L'Union européenne a agi en contravention aux articles 11.3, 3.1 et 3.2 de l'Accord antidumping en n'effectuant pas de calculs appropriés de la sous-cotation
- 6) L'Union européenne a violé les articles 11.3, 3.1, 3.4 et 4.1 de l'Accord antidumping en:
  - a) établissant la détermination de la probabilité que le dommage se reproduirait sur la base de données concernant un échantillon non représentatif de sa branche de production;
  - b) établissant la détermination de la probabilité que le dommage se reproduirait sur la base de données incomplètes, non représentatives et erronées communiquées par les sociétés de l'Union européenne incluses dans l'échantillon;

- c) n'examinant et n'expliquant pas les résultats économiques notablement divergents des producteurs de l'Union européenne inclus dans l'échantillon et des producteurs de l'Union européenne qui n'étaient pas inclus dans l'échantillon.
- 7) L'Union européenne a agi d'une manière contraire aux articles 11.3 et 3.1 de l'Accord antidumping en concluant d'une manière erronée que rien n'indiquait que la situation non dommageable de la branche de production de l'Union européenne se maintiendrait.
- 8) L'Union européenne a violé les articles 11.3 et 3.1 de l'Accord antidumping en déterminant qu'il était probable que le dommage se reproduirait et que le dumping subsisterait ou se reproduirait si la mesure était supprimée sans fonder cette détermination sur des éléments de preuve positifs et un examen objectif des facteurs pertinents, y compris le niveau des capacités de production dont disposait la Russie et la capacité des marchés des pays tiers d'absorber les exportations russes.

#### **Allégations concernant l'établissement de la probabilité que le dumping se reproduira**

- 9) L'Union européenne a agi en contravention aux articles 2.1, 2.3, 6.8, 6.10 et 11.3 de l'Accord antidumping en ne tirant pas de conclusions motivées et adéquates parce qu'elle n'a pas examiné l'incidence de l'absence de dumping par les principaux exportateurs russes au cours de la période couverte par le réexamen.
- 10) L'Union européenne a violé l'article 11.3 de l'Accord antidumping en procédant à la détermination de la probabilité que le dumping se reproduirait sans d'abord déterminer la probabilité que le dumping subsisterait.
- 11) L'Union européenne ne s'est pas conformée aux articles 11.3, 2.1, 2.2 et 2.4 de l'Accord antidumping, ni à l'article VI:I du GATT de 1994, en s'appuyant sur le fait que le dumping subsisterait sans effectuer de calculs appropriés de la marge de dumping conformément à l'article 2 de l'Accord antidumping.

#### **Allégations concernant la perception continue des droits antidumping**

- 12) L'Union européenne ne s'est pas conformée à l'article VI:2 du GATT de 1994 et aux articles 1<sup>er</sup>, 9.3 et 11.1 de l'Accord antidumping, car en prorogeant les mesures antidumping à l'encontre des importations de nitrate d'ammonium, elle a appliqué des droits antidumping i) qui avaient été établis de manière incorrecte au regard de l'article 2.2.1.1, 2.2.1 et 2.2 de l'Accord antidumping et de l'article VI:I et VI:2 du GATT de 1994 parce que:
- les coûts de production aux fins du calcul des marges de dumping n'étaient pas fondés sur les registres du producteur faisant l'objet de l'enquête tenus conformément aux principes comptables généralement acceptés du pays exportateur et tenant compte raisonnablement des frais associés à la production et à la vente du produit considéré;
  - pour la construction de la valeur normale pour les producteurs faisant l'objet de l'enquête, l'Union européenne avait utilisé des coûts autres que le "coût de production dans le pays d'origine" du nitrate d'ammonium;
- et ii) qui de ce fait dépasseraient les marges de dumping si leur établissement avait été correct.
- 13) L'Union européenne a violé l'article 11.3 de l'Accord antidumping, car elle a prorogé la durée de droits antidumping qui étaient fondés sur des marges de dumping n'ayant pas été calculées conformément à l'article 2.2.1.1, 2.2.1, 2.2 de l'Accord antidumping.



- 14) L'Union européenne a imposé et continue de percevoir des droits antidumping sur le produit concerné en provenance de Russie sur la base d'une marge de dumping à l'échelle de l'Union selon une méthode qui n'est pas conforme aux dispositions des articles 1<sup>er</sup>, 2.1, 2.2, 9.3 et 11.3 de l'Accord antidumping, ainsi qu'à celles des articles I:1, VI:1 et VI:2 du GATT de 1994 conjointement avec la seconde disposition additionnelle relative à l'article VI:1 figurant dans l'Annexe I du GATT de 1994 et a donc agi en contravention auxdites dispositions, ainsi qu'à l'article 11.3 de l'Accord antidumping.
- 15) L'Union européenne a violé les articles 1<sup>er</sup> et 18.1 de l'Accord antidumping, parce que ses mesures antidumping concernant le nitrate d'ammonium originaire de la Fédération de Russie ne sont pas conformes aux dispositions des articles VI:1 et VI:2 du GATT de 1994, tel qu'il est interprété par l'Accord antidumping.

#### **Allégations concernant la conduite de l'enquête dans le cadre du réexamen à l'expiration**

- 16) L'Union européenne a violé les articles 6.1.2, 6.4 et 11.4 de l'Accord antidumping en retardant à de nombreuses occasions l'accès des exportateurs russes au dossier non confidentiel.
- 17) L'Union européenne a agi en contravention aux articles 6.1.3, 6.2, 6.4 et 11.4 de l'Accord antidumping en ne communiquant pas aux parties intéressées le texte intégral de la demande présentée par écrit le 28 mars 2013, sur la base de laquelle elle avait engagé le réexamen à l'expiration.
- 18) L'Union européenne ne s'est pas conformée aux articles 6.5 et 11.4 de l'Accord antidumping en traitant comme confidentiels, sans exposé de raisons valables, les renseignements fournis par sa branche de production.
- 19) L'Union européenne a agi d'une manière contraire aux articles 6.5.1 et 11.4 de l'Accord antidumping en n'exigeant pas de sa branche de production qu'elle fournisse des résumés non confidentiels suffisamment détaillés des données communiquées à titre confidentiel.
- 20) L'Union européenne a violé les articles 6.8 et 11.4 et les paragraphes 3, 5, 6 et 7 de l'Annexe II de l'Accord antidumping en refusant de s'appuyer sur les renseignements fournis par les exportateurs russes, alors que les conditions pour le recours aux données de fait disponibles n'étaient pas remplies.
- 21) L'Union européenne a enfreint les articles 6.9 et 11.4 de l'Accord antidumping en n'informant pas les parties intéressées des faits essentiels examinés qui constituaient le fondement de la décision de proroger les mesures antidumping.
- 22) L'Union européenne a agi en violation de l'article 12.2 et 12.2.2 de l'Accord antidumping parce qu'elle n'a pas exposé de façon suffisamment détaillée les constatations et les conclusions établies sur tous les points de fait et de droit jugés importants par l'autorité chargée de l'enquête ni expliqué les raisons qui avaient conduit à l'acceptation ou au rejet des arguments des parties intéressées.

#### **IV. DEMANDE D'ÉTABLISSEMENT D'UN GROUPE SPÉCIAL**

La présente demande porte sur les mesures indiquées ci-dessus ainsi que sur toutes, modifications, mesures de remplacement, prorogations, mesures connexes et mesures d'application, et tout acte des autorités de l'Union européenne qui affecterait les mesures en cause. La présente demande concerne aussi tous avis, toutes divulgations et tous rapports de la Commission européenne, du Conseil de l'Union européenne, de la Cour de justice de l'Union européenne et d'autres institutions de l'Union européenne, et toutes modifications y relatives, élaborés ou devant être élaborés à l'avenir, en rapport avec n'importe laquelle des mesures en cause, y compris, mais pas exclusivement, tous les réexamens intérimaires, réexamens à l'expiration et autres procédures ayant eu lieu à ce jour.



Les mesures de l'Union européenne susmentionnées annulent ou compromettent les avantages résultant pour la Fédération de Russie, directement ou indirectement, des accords cités.

Par conséquent, la Fédération de Russie demande, conformément aux articles 4:7 et 6 du Mémoire d'accord, à l'article XXIII du GATT de 1994 et à l'article 17.4 et 17.5 de l'Accord antidumping, que l'Organe de règlement des différends (l'ORD) établisse un groupe spécial, doté du mandat type énoncé à l'article 7:1 du Mémoire d'accord, qui sera chargé d'examiner cette question.

La Fédération de Russie demande que la présente demande soit inscrite à l'ordre du jour de la réunion de l'ORD qui se tiendra le 23 novembre 2016.

---